dollars. La dette nationale nette était passée de 3,200 millions avant la guerre à 13,400 millions le 31 mars 1946. Dans l'industrie, un fort potentiel de production devait être converti à la fabrication du temps de paix. La main-d'œuvre du temps de guerre et les membres des forces armées devaient réintégrer l'industrie du temps de paix. Le régime plurilatéral du commerce et des paiements s'était effondré et les traditionnels marchés d'exportation du Canada en Europe occidentale avaient été bien affaiblis par la guerre.

Néanmoins, l'économie canadienne commenca à s'accroître en 1946. L'expansion rapide mais équilibrée des années qui suivirent immédiatement la guerre semble attribuable de facon générale à cinq facteurs, sans doute, étroitement liés et qui ont influé les uns sur les autres. Tout d'abord, l'accroissement durant la guerre de la capacité de fabrication du pays a révélé qu'à son meilleur rendement le Canada pouvait produire maints articles compliqués aussi économiquement et efficacement que toute autre nation. Cette constatation favorisa la conversion rapide de la productivité aux besoins du temps de paix de même que le placement de capitaux dans de nouvelles industries. En second lieu, l'importance de l'effort de guerre du Canada inspira confiance aux Canadiens quant aux ressources de l'économie nationale. Cette confiance accrue se manifesta dans l'empressement des Canadiens à travailler, à épargner et à placer leurs capitaux au pays. Troisièmement, la population du Canada a augmenté rapidement après la guerre, agrandissant ainsi le marché intérieur de bon nombre de produits et services. L'accroissement de la population provenait d'une immigration accrue (elle-même rendue possible par l'expansion économique), d'une accélération sensible du taux d'accroissement naturel et de l'union de Terre-Neuve au Canada. Un quatrième facteur d'expansion de l'économie canadienne fut le succès qui couronna la recherche de nouveaux minéraux et métaux. Les découvertes de minerai de fer du Québec-Labrador et celles de nouveaux champs de pétrole et de gaz en Alberta et en Saskatchewan en sont les exemples les plus manifestes et les plus importants. Ces quatre facteurs ont tous influé sur le cinquième, le haut niveau des placements. Depuis 1946, une proportion sans cesse croissante du produit national brut a été capitalisée: 14.2 p. 100 en 1946, et 22·3 p. 100 en 1952. De 1946 à 1952, les placements de capitaux ont atteint près de 30 milliards de dollars et ont été comptables de l'emploi d'environ 15 p. 100 de la main-d'œuvre. Depuis 1948, ils ont dépassé les exportations comme grande source d'activité économique au Canada et il est à noter que, depuis la fin de la guerre, les épargnes ont suffi à y financer le programme d'immobilisations. Si les placements de l'étranger au Canada ont été importants, particulièrement ceux des États-Unis, les placements nets du pays à l'étranger depuis 1946 l'ont été également. Ainsi, en 1952, le Canada est sorti créditeur en ce domaine, malgré l'affluence de capitaux des États-Unis au pays.

C'est en s'inspirant de ces faits que le gouvernement fédéral a établi sa politique financière. A la fin de la guerre, la politique financière semblait avoir quatre fins en vue: 1° faciliter la transition de la guerre à la paix; 2° restaurer et maintenir la libre entreprise; 3° favoriser un niveau élevé et croissant d'emploi et de revenu; 4° empêcher l'inflation excessive. Durant les années 1950–1952, la tâche d'empêcher l'inflation est devenue encore plus importante lorsque les besoins de la défense sont venus s'ajouter à une économie déjà tendue par un lourd programme d'immobilisations.

Ces quatre objets généraux ont été poursuivis, non pas à l'aide de réglementations directes, mais en créant le climat voulu, en apportant les encouragements appropriés et en donnant à l'économie l'orientation désirée. Vers la fin de la guerre,